**Recherche qualitative sur la conjoncture économique de 2021 et la COVID-19**

**Ministère des** **Finances Canada**

*Sommaire*

Mars 2021

**Préparé pour :**

Ministère des Finances Canada

Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.

Date d’octroi du contrat : 5 janvier 2021

Date de livraison : mars 2021

Valeur du contrat (TVH incluse) : 59 775,45 $

Numéro du contrat : 60074-201270/001/CY

Numéro de ROP : 097-20

**Pour plus d’information, contacter :**

por-rop@fin.gc.ca

*This report is also available in English.*

**Recherche qualitative sur la conjoncture économique de 2021 et COVID-19Sommaire**Préparé pour le ministère des Finances Canada   
Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.  
Mars 2021

Le présent rapport de recherche sur l’opinion publique contient les résultats de 10 groupes de discussion en ligne dirigés par le groupe-conseil Quorus, au nom du ministère des Finances Canada. Les séances ont eu lieu du 2 au 9 février 2021 avec des membres de la population générale et des segments précis de la population qui ont davantage de peine que d’autres à traverser la pandémie, y compris les jeunes canadiens, les propriétaires d’entreprises, les nouveaux arrivants, les femmes dont les emplois ont été durement touchés par la pandémie, etc.

This publication is also available in English, entitled: Qualitative Research on the State of the Economy and COVID-19

Le présent document peut être reproduit pour des fins non commerciales uniquement. Une permission écrite doit être obtenue au préalable auprès du ministère des Finances Canada. Pour obtenir de plus amples renseignements sur le présent rapport, veuillez communiquer avec le ministère des Finances Canada à: por-rop@fin.gc.ca ou par la poste à l’adresse suivante :

Ministère des Finances Canada

90, rue Elgin

Ottawa (Ontario)

K1A 0G5

**Numéro de catalogue :**F2-283/2021F-PDF

**Numéro international normalisé du livre (ISBN) :**ISBN 978-0-660-37784-1

**Publications connexes (numéro d’enregistrement : POR 097-20)**Numéro de catalogue : F2-283/2021E-PDF (rapport final, version anglaise)  
ISBN 978-0-660-37782-7

© Sa Majesté la reine du chef du Canada, représentée par la Ministre des Finances Canada, 2021

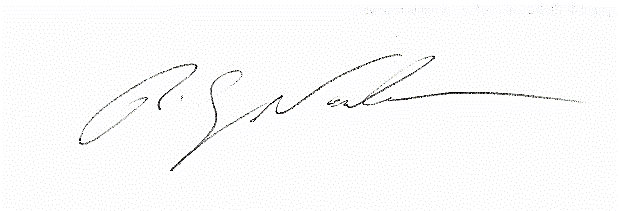


**Attestation de neutralité politique**

J’atteste, par les présentes, à titre de président du groupe-conseil Quorus, que les produits livrables sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la [*Politique sur les communications et l’image de marque*](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=30683) et la [*Directive sur la gestion des communications – Annexe C*](https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=30682).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d’information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l’évaluation de la performance d’un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé :



Rick Nadeau, président

Le groupe-conseil Quorus Inc.

## **Sommaire**

## Contexte et objectifs de la recherche

Chaque année, le ministère des Finances Canada (FIN) mène une enquête d’opinion publique sur la conjoncture économique en vue de la Mise à jour économique et financière à l’automne, et du Budget au printemps, enquête axée sur la communication avec le public. Avec la situation liée à la pandémie qui évolue rapidement, les analystes des politiques, les économistes et les communicateurs ont besoin des plus récentes connaissances de l’opinion publique sur ces enjeux économiques.

Cette étude avait comme principal objectif de fournir au ministère une évaluation juste et à jour des connaissances, des priorités et des préoccupations des Canadiens. L’approche se voulait un complément à la recherche quantitative permanente pour faciliter la prise de décisions stratégiques et la planification des communications.

## Méthodologie

##### Le présent rapport contient les résultats de 10 groupes de discussion en ligne dirigés par Quorus du 2 au 9 février 2021. La moitié de ces séances ont eu lieu avec des membres de la population générale et l’autre, avec des segments bien précis de la population canadienne, comme des propriétaires d’entreprises, de nouveaux arrivants, des jeunes, de jeunes handicapés et des femmes dont les emplois ont été durement touchés par la pandémie, d’une manière ou l’autre. Ces segments et plusieurs autres de Canadiens vulnérables (parents, minorités visibles et membres des communautés autochtones) étaient également représentés dans les séances de la population générale. Au total, 70 personnes ont participé aux discussions de groupes. Les séances en anglais ont eu lieu dans toutes les provinces et les territoires au Canada, sauf au Québec, où deux séances en français ont eu lieu avec des résidents de cette province. Les renseignements détaillés sont présentés dans la section Méthodologie du présent rapport.

La recherche qualitative a pour but de recueillir un large éventail d’opinions et d’interprétations et non d’évaluer le pourcentage de la population cible ayant une opinion précise. Les résultats obtenus sont directionnels de nature; du point de vue statistique, ils ne peuvent être extrapolés à un auditoire en particulier.

## Résultats de la recherche

##### Perceptions à l’égard de la gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada

Chaque séance a débuté par une brève discussion sur ce que le gouvernement du Canada avait fait de bien, selon les participants, au cours de la dernière année pour gérer la pandémie de COVID-19 et là où il avait échoué, le cas échéant. Dans un premier temps, les différentes mesures de soutien financier pour les Canadiens, notamment la Prestation canadienne d’urgence (PCU) ont souvent été mentionnées comme mesures fructueuses. Bon nombre de participants s’entendaient aussi pour dire que les communications du gouvernement du Canada étaient opportunes, instructives et utiles.

Pour ce qui est des échecs, de nombreux participants croyaient que le gouvernement aurait dû fermer les frontières plus rapidement pour limiter davantage les allées et venues. Quelques participants étaient inquiets à l’idée que des Canadiens et des entreprises qui n’en avaient pas besoin aient « profité » des prestations.

##### Répercussions financières de la pandémie de COVID-19

On ne saurait trop insister sur les impacts de la pandémie sur la vie des participants. Les répercussions sociales, financières et émotionnelles sont généralisées, variées et dans certains cas, très graves. Bien que certains s’en soient remis, de nombreux autres arrivent à peine à s’en sortir ou continuent à se débattre. Une discussion plus approfondie sur les finances personnelles a révélé que bon nombre de participants avaient été durement touchés par la pandémie. La plupart du temps, les répercussions touchaient les emplois (p. ex., mise à pied, heures réduites), essentiellement au début de la pandémie et jusqu’à l’été de 2020. Bien que certains se soient déniché de nouveaux emplois, plusieurs éprouvent encore de graves difficultés financières et demeurent sans emploi. Les autres types de problèmes financiers incluent le coût de la vie, l’aide insuffisante pour le loyer et les taux élevés d’imposition des particuliers.

##### Évaluation des programmes de soutien du gouvernement fédéral

Le niveau de connaissance des soutiens financiers offerts par le gouvernement fédéral était élevé, en particulier pour la PCU. La plupart de ceux qui avaient éprouvé des difficultés financières en raison de la pandémie ont souligné qu’ils n’auraient pas pu joindre les deux bouts sans l’aide des programmes gouvernementaux, en particulier la PCU. Ceux qui n’avaient jamais eu recours à ces programmes leur étaient très favorables. Bon nombre d’entre eux connaissaient une personne qui s’était prévalue d’un de ces programmes.

La plupart des participants s’entendaient pour dire qu’en raison de leur caractère immédiat, décisif et soutenu, ces mesures avaient non seulement été remarquées, mais elles étaient une des façons les plus notables dont le gouvernement du Canada s’était distingué des autres gouvernements ailleurs dans le monde pour venir en aide à ses citoyens durant la pandémie.

Comme mentionné précédemment, certains participants étaient préoccupés par la manière dont les programmes de soutien avaient été mis en œuvre et gérés et avaient l’impression qu’il était trop facile de présenter une demande et d’obtenir le financement et que peu d’efforts étaient faits pour s’assurer que les prestataires en avaient réellement besoin. En dépit de ces préoccupations, les participants étaient d’accord pour dire qu’au début de la pandémie, il était essentiel d’agir rapidement et les avantages d’une intervention rapide de la part du gouvernement semblaient l’emporter sur les préoccupations concernant la mauvaise utilisation des fonds. De plus, aucun des participants ne semblait croire qu’on avait refusé le soutien à des personnes qui en avaient besoin en raison d’abus de la part d’autres individus.

En ce qui a trait à l’avenir, les participants s’entendaient pour dire que les programmes de soutien devraient être maintenus jusqu’à la fin de la pandémie, puis qu’on les élimine graduellement au fil du temps plutôt que de les supprimer d’un seul coup.

Dans le groupe de la population générale, les participants avaient entendu parler du soutien offert aux entreprises par le gouvernement fédéral, à savoir la subvention salariale. Ceux qui connaissaient ces programmes de soutien étaient d’accord pour dire qu’ils étaient nécessaires et qu’ils avaient amélioré les choses. Les propriétaires d’entreprise connaissaient très bien les programmes d’aide, même s’ils étaient très peu à y avoir eu recours. Ceux qui ne les avaient pas utilisés n’en avaient simplement pas besoin. Quelques-uns d’entre eux ont expliqué que le processus de demande pour le Compte d’urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et pour la subvention salariale semblait compliqué. Ils n’étaient même pas certains d’y être admissibles. Certains ne voulaient pas demander de prêt.

##### Opinions de l’économie canadienne et attentes envers la relance

La plupart des participants ont qualifié la conjoncture de déficiente, au rendement médiocre et fragile. Ces perceptions semblaient être étroitement liées au rendement de l’économie locale et à la situation de leur propre ménage. Les participants étaient plus optimistes que pessimistes face à l’avenir. Pour bon nombre d’entre eux, la relance économique dépend largement du rétablissement et du maintien de la santé des Canadiens.

Pour de nombreux participants, la relance économique signifie essentiellement « le retour au travail des Canadiens » et ils se fient à la prospérité des petites entreprises de leur région pour juger de la situation économique.

Pour ce qui est du gouvernement du Canada, les participants se sont généralement entendus pour dire que celui-ci avait un rôle à jouer. La plupart souhaitaient que le gouvernement fédéral gère efficacement la pandémie, de manière à ce que les Canadiens puissent retourner au travail et se remettre à dépenser. Pour certains, cela signifie limiter la propagation du virus alors que pour d’autres, c’est d’accroître la capacité à produire un vaccin au Canada. Les participants ont également suggéré de maintenir les programmes d’aide financière pour les Canadiens et les petites entreprises durement touchés par la pandémie.

Peu de participants avaient entendu parler de « dépenses de relance » ou en comprenaient le sens. De façon générale, ils l’ont interprété comme signifiant que le gouvernement dépense de l’argent pour remettre l’économie sur pied. Ce n’est que lorsque l’animateur leur a fourni une description complète, principalement en faisant référence aux activités comme les investissements dans l’infrastructure, les réductions d’impôts pour les particuliers et les entreprises, et les programmes de soutien financier que les participants ont compris, même s’ils ne semblaient pas avoir d’opinions fermes sur les mesures qui s’imposaient dans la situation actuelle.

Les participants étaient également hésitants quant au moment où le gouvernement fédéral devrait mettre un terme aux dépenses de relance. Comme mentionné précédemment, pour certains, la relance économique est étroitement liée à la pandémie et par conséquent, ce n’est qu’une fois que celle-ci sera maîtrisée que le gouvernement pourra réduire les dépenses de relance, alors que celles des consommateurs reprendront normalement.

Les participants n’étaient pas au courant des « balises » auxquelles fait allusion le gouvernement fédéral et qui guideront sa décision quant au moment où il mettra fin aux dépenses de relance. Lorsque nous leur avons fourni des exemples de paramètres que le gouvernement fédéral surveille, la plupart des participants étaient d’accord pour dire que celui-ci surveillait les bons indicateurs. Cela étant dit, certains ont fait valoir que ces indicateurs économiques ne tiennent pas compte de la qualité des emplois ou de la santé mentale des travailleurs.

##### Opinions des déficits et du budget fédéral

Presque tous les participants ont reconnu que le gouvernement affichait un déficit et que celui-ci avait augmenté en raison du soutien actuellement offert aux Canadiens. La plupart avaient l’impression que le gouvernement fédéral avait toujours fonctionné avec un déficit sans toutefois en connaître l’ampleur, mais peu d’entre eux s’en préoccupaient.

Même s’ils n’étaient pas en faveur des déficits et de la dette croissante du Canada, les participants étaient conscients de la situation unique auquel le pays doit faire face et de la nécessité du déficit actuel en ces temps exceptionnels. Lorsque le virus aura été maîtrisé, il sera alors temps de réduire progressivement les programmes de soutien et d’équilibrer le budget.

En ce qui concerne le prochain budget fédéral, les priorités et les attentes étaient de nature générale. La majorité des suggestions reflétait ce dont il avait été question tout au long de la discussion. Les priorités les plus souvent mentionnées étaient les soins de santé et le soutien aux Canadiens les plus durement touchés par la pandémie. Certains souhaiteraient également que le gouvernement fédéral examine de plus près la question des places en garderie et présente un plan de retour éventuel à l’équilibre budgétaire.

**Mise en garde concernant la recherche qualitative**

La recherche qualitative vise à obtenir des points de vue et à trouver une orientation plutôt que des mesures qualitatives qu’on peut extrapoler. Le but n’est pas de générer des statistiques, mais d’obtenir l’éventail complet des opinions sur un sujet, comprendre le langage utilisé par les participants, d’évaluer les niveaux de passion et d’engagement, et d’exploiter le pouvoir du groupe pour stimuler les réflexions. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe si ces opinions sont partagées par d’autres.

En raison de la taille de l’échantillon, des méthodes particulières de recrutement utilisées et des objectifs de l’étude eux-mêmes, il est clair que la tâche en question est de nature exploratoire. Les résultats ne peuvent être extrapolés à une plus vaste population, pas plus qu’ils ne visaient à l’être.

Plus particulièrement, il n’est pas approprié de suggérer ni de conclure que quelques (ou de nombreux) utilisateurs du monde réel agiraient d’une façon uniquement parce que quelques (ou de nombreux) participants ont agi de cette façon au cours des séances. Ce genre de projection est strictement l’apanage de la recherche quantitative.

**Fournisseur : Le groupe-conseil Quorus Inc.**

**Numéro du contrat : 60074-201270/001/CY**

**Date d’octroi du contrat : 5 janvier 2021**

**Valeur du contrat (TVH incluse) : 59 775,45 $**

**Pour plus d’information, contacter Ministère des** **Finances Canada :** por-rop@fin.gc.ca